



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : communistes-hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

13/01/2024

Rapport au Bureau National du 13 janvier 2024

PALESTINE

Génocide

Depuis 3 mois Israël massacre les Palestiniens bombarde tous les jour la bande de Gaza tant au nord qu'au sud. En Cisjordanie, le nombre de colonies sauvages et de nouvelles routes pour les colons a connu une progression « sans précédent » (étude de l'ONG israélienne « *La Paix Maintenant* »), neuf colonies sauvages, ont fait leur apparition en Cisjordanie depuis le 7 octobre. Israël multiplie les opérations de nettoyage ethnique, les expulsions forcées de Palestiniens de leurs terres ; les colons juifs armés par l'État et épaulés par l'armée multiplient les raids meurtriers.

Il est illusoire de faire un bilan du nombre de tués et de blessés chaque minute il augmente. Au 11 janvier, il s'établit provisoirement à 23.357 morts et 59.410 blessés dans la bande de Gaza et à plus de 350 tués en Cisjordanie, des milliers de blessés et 5.810 arrestations.

Depuis plus de 50 ans Les Palestiniens vivent sous l'occupation israélienne, aggravée depuis 2007 par le blocus terrestre, aérien et maritime de Gaza, rendant la population quasi exclusivement dépendante de l'aide internationale.

La bande de Gaza est un des territoires les plus peuplé du monde. Parmi les 2 millions cent dix mille personnes qui y vivent 1million 3 cent mille y sont réfugiés soit 70% qui vivent dans les 8 camps de réfugiés du pays^[1].

2,1 millions de personnes ont besoin d'assistance humanitaire : 1,3 millions à Gaza, 800 000 en Cisjordanie. Dans la bande de Gaza avant la guerre d'Israël contre les Palestiniens, le taux de pauvreté atteignait 53%, près d'un tiers de la population vivait dans une situation de pauvreté extrême. Depuis plus de 3 mois Israël à imposer un blocus total : plus d'eau, d'électricité, plus d'approvisionnement en carburant, en alimentation. Israël affame les Palestiniens, bombarde les hôpitaux, assassinent les journalistes. Selon l'Unicef, les bombardements, la malnutrition et la situation sanitaire ont créé « un cycle de la mort qui menace plus de 1,1 million d'enfants », 90% de la population sont en insécurité alimentaire et vivent dans des conditions inhumaines. [Cf l'hebdo, la déclaration du 7 octobre et les articles hebdomadaires sur notre site.]

Israël a lancé contre les Palestiniens une armée considérée comme une des plus puissantes du monde. L'armée Israélienne dispose de 2.200 blindés, soit 10 fois plus que la France, en 2022 Israël a consacré 23 milliards de dollars aux dépenses militaires soit 4,5% du PIB, deux fois plus que la plupart des pays de l'Union Européenne, 2,4 millions d'israéliens peuvent mobilisés et servir dans l'armée.

En réalité ce qui se passe à Gaza n'est pas une guerre, il n'y a virtuellement pas de combat, c'est un massacre unilatéral.

Fin décembre, le rapport spécial des Nations Unis pour les Territoires Palestiniens déclarait qu'« *un risque de génocide se matérialise de plus en plus* ».

Les gouvernements des pays qui refusent de reconnaître la nature délibérément génocidaire de la guerre d'Israël sont complices du génocide et se range du côté des assassins.

L'Afrique du sud a déposé une plainte auprès de la *Cour Internationale de Justice* de l'ONU le 29 décembre. Pour mettre fin aux massacres des Palestiniens de Gaza, l'Afrique du Sud a demandé à la *Cour Internationale de Justice* de déclarer Israël coupable d'« *actes génocidaires* » à Gaza.

L'intention de détruire les Palestiniens en tant que tels ont été parfaitement explicité par

les dirigeants israéliens, la déclaration du ministre israélien de la défense, de Yoav Gallant, du président israélien Isaac Herzog, de Galit Distel-Atbaryan, membre de la Knesset appartenant au parti au Likoud, a exhorté le

gouvernement à « *effacer Gaza de la surface de la Terre* ». Elle a ajouté : « *Que les monstres de Gaza se précipitent vers la frontière sud et fuient en Égypte, ou qu'ils meurent. Gaza devrait être rayée de la carte* »

L'Afrique du Sud exhorte la CIJ à ordonner à Israël de « *mettre fin immédiatement à toutes les attaques militaires* » de « *cesser de tuer et de causer de graves blessures mentales et physiques au peuple palestinien à Gaza* » et de « *ne pas imposer des conditions de vie qui pourraient entraîner la destruction physique* » des Gazaouis.

Pretoria réclame qu'Israël suspende immédiatement son offensive à Gaza, mette fin aux déplacements forcés ou encore permette un accès inconditionnel de l'aide humanitaire.

La plainte a été examinée jeudi et vendredi. Les décisions de la CIJ sont sans appel et ne sont pas contraignantes pour les États, la Cour n'a pas les moyens de les faire respecter par la force.

Pour Israël, la menace est double. À court terme, c'est celle d'une injonction de la CIJ à suspendre la guerre, qui accentuerait davantage la pression, y compris chez ses alliés occidentaux, pour arrêter le carnage à Gaza.

À plus long terme, une condamnation pour génocide qui affaiblirait la position d'Israël. Déjà des organisations internationales reconnues qualifient depuis 2021 sa politique d'Apartheid.

Les avocats de l'Afrique du Sud rappellent que plusieurs États ont dénoncé un génocide : l'Algérie, la Bolivie, le Brésil, la Colombie, Cuba, l'Iran, la Turquie, le Venezuela et, la Palestine. A ceux-là s'ajoutent treize autres États qui ont évoqué le « *risque de génocide* ».

Le Parti Révolutionnaire COMMUNISTES a renouvelé son soutien à la lutte de libération nationale du peuple palestinien, son droit à un État sur le territoire historique de la Palestine et le droit au retour pour tous les réfugiés. Il exige du gouvernement français la rupture des relations diplomatiques avec Israël et des sanctions économiques. Quant à « *la solution à deux États* » que parraine les États Unis, elle a été enterrée depuis plus de 10 ans par Netanyahu, elle est aujourd'hui rendue impossible. Reste, pour reprendre les mots de Moustapha Barghouti³, l'édification « *d'un seul État, où tous les citoyens seraient égaux : une tête, une voix* ». Un retour aux sources, aux revendications qui étaient celles de toutes les organisations palestiniennes.

Situation France

* Remaniement : « *Changeons tout pour que rien ne change* ».

Attal a donné suffisamment de gages de bon gestionnaire du capitalisme pour être nommé 1^{er} ministre. ^[2] Dès son « *entrée en politique* » il officie en 2011 en tant que conseiller parlementaire de Marisol Touraine. De 2012 à 2017 il devient conseiller politique de la ministre des affaires sociales et de la santé, dont il écrit les discours. Collaboration fructueuse qui a donné la Loi santé, l'allongement de l'âge de départ à la retraite, la hausse des cotisations retraite. Il a été à bonne école, il continuera dans la même ligne. En 2018 En tant que rapporteur du projet de loi ORE (Orientation Réussite des Etudiants) il défend le projet de réforme des universités, juge que les étudiant qui s'oppose aux réformes régressives « *ont une attitude égoïste et bobo* ». Attal craint les luttes de travailleurs qui mettent en danger « *l'ordre* », la même année il condamnait la grève des cheminots contre l'ouverture à la concurrence : « *La SNCF a mis suffisamment de choses sur la table, des annonces ont été faites sur les droits sociaux "le sac à dos social" accordés aux cheminots. Il faut sortir ce pays de la gréviculture* »

Même mépris que Macron pour les travailleurs, si en 2018 Attal se contentait de piocher dans le vocabulaire de la famille Le Pen aujourd'hui c'est le programme du Rassemblement National qu'il pille.

Les médias couvrent d'éloges le 1^{er} ministre personnalité politique préférée des Français, attendue pour sauver Macron et terrasser Bardella aux Européennes... Le sondage CSA pour CNEWS, Europe 1 et le JDD du 9 janvier est beaucoup plus mesuré : 52 % des sondés ne lui font pas confiance. 60% pour les 65 ans 48% pour les 35-49 ans, chez les moins de 35 ans, il chute à 41%, dans la tranche d'âge des 25-34 ans, (génération du 1^{er} ministre) seulement quatre personnes sur dix seulement lui accordent leur confiance. Mais **sa nomination suscite avant tout... de l'indifférence (51%)**.

Jeudi soir Attal a présenté la liste des 11 ministres de plein exercice et de 3 ministres délégués. 8 ministres faisaient partie du précédent gouvernement auxquels s'ajoutent Stéphane Séjourné, (à l'origine *adhérant au PS dans la mouvance de Dominique Strauss-Kahn*, président du groupe Renew Europe au Parlement européen) et l'intégration de Rachida Dati (culture) et Catherine Vautrin (ministre du travail, de la santé et des solidarités) toutes les deux transfuges de LR.

Après l'annonce de la composition du gouvernement Olivier Faure (PS) a regretté que le seul cap qu'on prend « *c'est un cap très à droite avec un gouvernement qui est composé de vieilles gloires de la Sarkozie* », pour le PCF « *c'est la énième confirmation du tournant droitier du macronisme* », le journal *l'Opinion* titre : « *Huit ministres sur quatorze ont connu les rangs de l'UMP ou des Républicains. Le gouvernement n'a jamais autant penché à droite. Déjà, l'aile gauche s'inquiète de la nomination de figures, telles Rachida Dati* ». Le discours dominant dans les médias c'est que la composition du gouvernement confirme le cap à droite du gouvernement.

Mais pour mettre le cap à droite il aurait fallu qu'avant il pratique une politique en faveur des travailleurs, des jeunes, des retraités, la politique de Macron une politique du capital, il la continue

Attal sera le 1^{er} ministre d'un gouvernement qui va accélérer les réformes annoncées par Macron lors de ses vœux. Le gouvernement avancera au pas de charge pour aller plus loin dans l'exploitation des travailleurs, continuer la casse de ce qui reste du code du travail, le démantèlement de la fonction publique, la privatisation de l'hôpital public^[3].

B. Le Maire a été très clair « le moment est venu de parachever cette transformation du modèle économique et social français » et il a réaffirmé l'un des objectifs économiques majeurs du quinquennat à savoir le plein emploi à l'horizon 2027, un taux de chômage ramené à 5% alors qu'il est à peu plus de 7% aujourd'hui. *"Cet objectif du plein emploi ne pourra pas être atteint à modèle social constant"* et il a listé les réformes qui s'imposent pour atteindre l'objectif dicté par le capital faire baisser le prix de la force du travail, diminuer les impôts des entreprises, supprimer le plus possible les cotisations sociales versées par les entreprises pour augmenter encore leurs profits.

Ces cadeaux aux entreprises ce sont les travailleurs qui les payent, les 12 milliards d'économies annoncées pour 2025 seront pris dans la poche des travailleurs. « *Appelons donc un chat un chat : en matière de finances publiques, le plus dur est devant nous* ». Déjà, le budget 2024 a été placé sous le signe d'économies massives provenant pour l'essentiel de la fin progressive des mesures de soutien exceptionnelles au pouvoir d'achat.

Le pouvoir d'achat reste la préoccupation n°1 des Français, avoir les moyens de vivre décemment est une priorité absolue pour près de la moitié des français, La grande majorité limite les dépenses pour arriver à finir le mois. Pour y arriver 75% des Français ont été contraint de réduire leur consommation énergétique. L'augmentation du coût de l'énergie poussent de nombreux ménages à prendre des mesures drastiques pour réduire leur facture de chauffage.

Une des mesures choc prise par le gouvernement Borne, confirmé par Le Maire est de mettre fin au « *bouclier tarifaire* » et de réintroduire la taxe intérieure de consommation finale sur l'électricité. L'électricité augmentera donc début février de 10% alors même que les prix de l'électricité à chuter de 39% ces 6 dernier mois.

La pétition sur le site est d'actualité penser à la signer et à la faire signer.

L'inflation continue de progresser, la hausse du coût de la vie précarise une portion de plus en plus importante de la population. Les jeunes sont les plus touchés, les moins de 25 ans sont la classe d'âge la plus pauvre : 76 % des étudiants ont réduit leurs dépenses alimentaires, 1 étudiant sur 5 ne mange pas à sa faim. 41% des étudiants sont obligés de travailler la plupart du temps en intérim, dans des CDD sous payés

Le Maire déclarait sur BFM le 10 janvier « *on arrive à l'heure de vérité, on rentre dans une ère d'austérité* »
Austérité pas pour tout le monde !

Selon les données de la *Lettre Vernimmen*^[4], « les entreprises du CAC 40 ont versé 97,1 milliards d'euros aux actionnaires en 2023, dont 67,1 milliards sous la forme de dividendes en numéraire et 30 milliards sous la forme de rachats d'actions. C'est 17 milliards d'euros de plus que l'an dernier (80,1 milliards), qui était déjà le niveau le plus haut jamais enregistré depuis 2003, date à laquelle débuta cette étude annuelle ».

Au total, le taux de distribution des entreprises du CAC 40 (calculé par rapport aux profits) est de 40 % pour les dividendes, en prenant en compte les rachats d'actions, le taux de distribution grimpe à 72% contre 55 % en 2022.

Pas tous sur le même pied d'égalité

En 2023, les trois premiers groupes dans le classement des plus gros distributeurs aux actionnaires représentent 37% du volume total des 97,1 milliards d'€

- TotalEnergies (18,4 milliards d'euros),

- BNP Paribas (9,7 milliards)

- LVMH (7,5 milliards)

En ajoutant trois autres groupes (Stellantis, AXA et Sanofi), la barre des 50% des capitaux distribués est franchie. Quel a été l'augmentation des salaires dans ces entreprises quel « *partage de la valeur* » -si cher au cœur de Macron- entre les actionnaires et les salariés ? Les 18 milliards de profits de TotalEnergies représentent combien d'années de smic ? Accumuler du profit toujours plus et toujours plus vite c'est la seule raison d'être du capital. La course aux profits des capitalistes broie les hommes, les précipite dans la précarité. Les richesses créées par le travail doivent revenir à ceux qui les créent. La question des salaires est un enjeu majeur de la lutte de classes il faut la mener sans compromission.

A l'occasion du remaniement appeler de ses vœux un changement de cap, comme l'a fait La secrétaire de la CGT à France info le 9 janvier sans appeler à la lutte, c'est tromper les travailleurs, c'est créer des illusions. Rien ne changera sans une lutte déterminée, unie de l'ensemble des travailleurs. La politique de Macron n'est pas un naufrage, c'est pas une erreur de sa part, c'est une politique bien pensée au service des capitalistes et les résultats du CAC40 en sont une preuve. Arracher des augmentations de salaire c'est rogner sur les profits et aucun dialogue social n'est capable de les obtenir s'il n'y a pas des luttes.

Il n'y a pas d'autres choix que de créer par les luttes un rapport de force qui contraigne le gouvernement à satisfaire les revendications C'est bien dans les luttes, par les grèves et dans la rue que ça se joue et non dans le « dialogue social » ou à l'Assemblée.

L'activité du Parti

Remise des cartes

La remise des cartes est bien entamée, en ayant une attention particulière aux camarades isolés a qui ont reçu un par mail ou un courrier, ce qui a demandé de la part des camarades responsables à l'organisation un travail pour arriver à constituer une liste la plus complète possible.

Les cellules dans leur grande majorité ont remis les cartes à l'ensemble des adhérents.

Finances du Parti Nous devons apporter un soin tout particulier à régler les cotisations régulièrement et dans les temps, et faire de la souscription un point important de la politique financière du Parti.

Jeannine réunit régulièrement les trésoriers/trésorières de cellule. Les questions de comptes bancaires sont en voie d'être réglées, ça été d'une grande complexité et cafouilleux du fait de la banque.

Initiative nationale

L'initiative nationale *"Combattre ensemble l'impérialisme, forme du capitalisme monopoliste"*

Elle aura lieu le **samedi 23 mars 2024 à Paris au Maltais rouge**. Nous devons assurer la participation des camarades de Paris et de province, y associer les sympathisants. Après le débat du 5 janvier à Nantes, le 20 janvier le débat régional aura lieu à Paris.

Les élections européennes

Les élections ont lieu le 9 juin 2024, il faut présenter une liste de 81 candidats, dès maintenant nous devons commencer à constituer la liste. Pour être candidat il faut une carte d'identité valide, une attestation d'inscription sur les listes électorales (la demander à la mairie pas doit être faite pas avant un mois de la date des élections). Nous aurons à décider des 2 têtes de liste, et du/de la camarade qui représentera le parti auprès de la commission de propagande qui se tiendra à Paris.

Des articles concernant ces élections, rappelant l'analyse du parti seront publiés régulièrement sur le site.

Voici les éléments qui sont soumis à la discussion de ce Bureau National.

^[1]. ONG Ensemble pour la justice en Palestine, juin 2023

^[2]. Cf hebdo N° 855 11/01/2024 Remaniement : Avec Attal, Macron veut accélérer les attaques anti-sociales.

^[3] Cf hebdo N° 855 11/01/2024 Remaniement : Avec Attal, Macron veut accélérer les attaques anti-sociales.

^[4]. Lettre de référence en finance d'entreprise pour les professionnels